

Les événements marquants pour les femmes et personnes LGBTQIA+ en 2022

Dès janvier 2022



Nouveaux bafouements du droit des femmes : interdiction de voyager sans partenaire masculin, port du voile obligatoire, limitation des études universitaires, apartheid du genre. Les femmes sont écartées de l'espace public.



24 février 2022



Invasion de l'Ukraine par la Russie : les femmes, qu'elles soient sur le front ou qu'elles aient dû fuir le pays, sont en situation de vulnérabilité. Leur migration a soulevé des débats liés au droit des femmes au sein de l'UE et de l'ONU.



10 mai 2022



Le président de la République de Corée du Sud, Yoon Suk-Yeol prévoit de supprimer le ministère de l'égalité des genres : la victoire du parti nationaliste et les propos antiféministes du président conservateur risque d'empirer les inégalités envers les femmes et la misogynie.

♀ = ♂
GENDER
EQUALITY

24 juin 2022



Révocation de l'arrêt Roe v. Wade par la Cour Suprême : le droit à l'avortement n'est plus protégé par la Constitution, chaque État a désormais le droit d'autoriser ou non l'IVG.



30 juin 2022



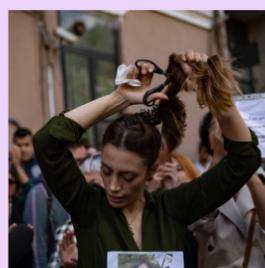
Fin de la présidence française du Conseil de l'Union européenne : Emmanuel Macron a annoncé son intention d'inscrire l'avortement dans la Charte des Droits Fondamentaux. Cet objectif n'a pas été atteint et nécessite le vote à l'unanimité des pays membres.



16 septembre 2022



Soulèvements inédits pour la défense des droits des femmes suite au décès de Mahsa Amini, une Kurde de 22 ans arrêtée trois jours auparavant par la police des mœurs pour "non-respect du code vestimentaire".



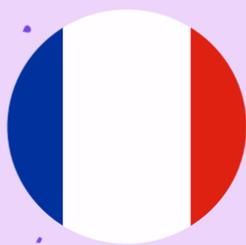
24 novembre 2022



Les députés russes votent une loi qui interdit la promotion des relations sexuelles non traditionnelles dans l'intégralité de l'espace public : cette censure s'inscrit dans l'élargissement de la loi de 2013 punissant la propagande LGBTQIA+ sur les mineur·e·s.



24 novembre 2022



Loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse : adoption de la proposition de loi par l'Assemblée Nationale.

